Quelques années d'observation nous ont permis de synthétiser des notes, compiler des retours d'expérience et classer les cas d'espèce pour tenter de comprendre comment nous en sommes arrivés là.

Simplifier le discours au maximum.
Un message doit être tranché, direct, et dépourvu de nuances. La complexité est un obstacle : il faut ramener chaque situation à une opposition claire entre « *nous* » et « *eux* ».

Rejeter sur l'adversaire ses propres pratiques.
Quand on manipule, accuser l'autre de manipulation ou de représenter un lobby.
Quand on déforme la réalité, pointer du doigt ses opposants en prétendant qu'ils sont dans l'erreur.
Ce procédé sème la confusion et vise à détourner l'attention.

Exploiter les émotions plutôt que la réflexion.
La peur mobilise bien plus efficacement que des arguments rationnels. Le but n'est pas d'informer, mais de susciter une réaction d'anxiété, puis de reddition du coupable.

Répéter un message même erroné, finit par être perçu comme vrai s'il est martelé sans relâche.
La répétition par des agents administratifs conforte une image de crédibilité et finit par s'imposer dans les esprits.
Identifier une menace permet de fédérer et de détourner l'attention des facteurs réellement dégradants.
Si elle n'existe pas, il faut la fabriquer. Ce fut l'invention de principes oiseux depuis 2010 tels le taux d'étagement, l'IPR, l'évaporation…

Désigner des responsables du déclin des poissons migrateurs.
Il est essentiel de pointer du doigt des coupables facilement identifiables : minorités, populations paisibles d'un certain âge, acteurs privés sans vocation ni capacité de manifester bruyamment et massivement.
En faire les symboles du mal permet d'unifier tous les acteurs institutionnels derrière la cause .
Il ne suffit plus que de se prémunir d'outils de gravité contrefaite : désigner des « *ouvrages prioritaires* » puis, très récemment, d'autres qualifiés « *d'ouvrages obsolètes* ».
Semer le doute en permanence. Après les menaces, utiliser la carotte du

financement public pour la meilleure « mise en conformité », c'est-à-dire la destruction.
Mélanger le vrai et le faux jusqu'à ce que la vérité devienne insaisissable. Lors du premier échelon, si personne ne sait à quoi se fier, il devient plus facile d'imposer sa propre doctrine. Le second palier use de menaces pour recueillir le consentement du coupable. Le dernier degré est parachevé par une subvention hors normes de 100% pour détruire l'ouvrage.

Mettre en avant la prétendue réflexion, même dépourvue de science, contre le bon sens des contradicteurs.
Les experts, techniciens et les intellectuels contradicteurs doivent être discrédités. Il faut flatter l'opinion et obtenir le consentement à payer des élus en faveur de l'environnement et du « *Bon état 2015* » en opposant la simplicité des objecteurs et la marginalité des sachants portant les mêmes arguments.

Détourner l'attention des fourvoiements(*) au service du dogme.
En cas de contestations sur les objectifs ciblés et mesures prises, occuper l'espace médiatique avec un autre sujet plus spectaculaire (destruction des grands barrages sur la Sélune) ou par les Rex (Retours d'expérience) et prétendus bénéfices de la renaturation de la nature.
L'opinion oublie très vite les milliards dépensés sans gain environnemental avéré.

Ne jamais reconnaître ses erreurs.
Même face aux preuves d'échecs, nier et persévérer pour espérer que ça marche peut-être plus tard.
Admettre une faute, c'est exposer une faiblesse. Une administration efficace ne doit jamais sembler hésitante.

Ces stratégies humaines classiques permettent d'orienter les opérateurs administratifs et des ONG vers un récit prédéfini pour modeler l'opinion.
Connaître ces mécanismes, c'est comprendre les manipulateurs et les manipulations… mais cela ne protège en rien les responsables/coupables prédésignés.

(*) En politique de l'eau, un fourvoiement se caractérise par :
– une opération dispendieuse n'ayant généré aucun gain environnemental, portée par un opérateur ambitieux, qualifiant son projet de ce même adjectif.
– le paradoxe manifeste de la destruction d'ouvrages hydrauliques alors qu'il parait que nous manquons d'eau ?
– jamais de contrôle digne de ce nom sur l'intérêt du premier euro d'argent public dépensé et son retour sur investissement pour la Collectivité et l'environnement,
– très accessoirement des milliers d'études, souvent très onéreuses, archivées sans suite dans les placards.
– une grave erreur manifeste d'appréciation : déplorer la disparition des espèces migratrices après avoir jeté des milliards d'euros dans les cours d'eau, ne pas avoir agi sur les lourds facteurs impactants (pollutions, pêche, prédation) puis, en resserrant l'étau administratif, poursuivre dans le même sens en espérant leur résurrection.